

DIJON

16, boulevard Winston Churchill
21000 DIJON



Opération : **JOUX(89)-MAISON ARRET-ACCESSI**

N° affaire : 7322686_1-4SBJ5E0

Tél : +33 6 77 02 74 84

Mél : franz.cecchini@bureauveritas.com

DIR INTERREGIONAL DES SCES

Jordan DEBORTOLI
72A RUE D AUXONNE
21033 DIJON CEDEX

**JOUX(89)-MAISON ARRET-ACCESSI
LA POSTE AUX ALOUETTES
89440 JOUX-LA-VILLE**

**DIR INTERREGIONAL DES SCES
72A RUE D AUXONNE
21033 DIJON CEDEX**

Opération de catégorie **3**

**Coordination Sécurité et Protection de la Santé
Plan Général de Coordination**

P.G.C.

Présence d'Amiante

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
21/06/2021	Rev0		Franz CECCHINI

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Inspections Communes	8
2.2. PPSPS	8
2.2.1. Pénalités	8
2.3. Sous-traitance	9
2.3.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.3.2. Transmission du PGC	9
2.3.3. Obligation du sous-traitant	9
2.4. Intérimaires	9
2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	9
2.6. Travailleurs indépendants	10
2.7. Protections individuelles	10
2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	18
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	18
3.3.2. Plan d'installation de chantier	18
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	18
4. MESURES DE COORDINATION SPS	20
4.1. Définition des risques particuliers	20
4.2. Analyse de risques	24
4.3. Co-activités et protections collectives	35
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	35
4.3.2. Déplacement de protection collective	35
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	36
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	36
4.4. Equipement de levage	36
4.4.1. Autorisation de survol	36
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	36
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	36
4.5.1. Approvisionnements et stockage	36

4.5.2. Travaux superposés	37
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	37
4.5.4. Protection contre le bruit	37
4.5.5. Protection contre l'incendie	37
4.5.6. Travaux en hauteur	37
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	38
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	38
4.6. Moyens communs	38
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	38
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	39
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	39
4.6.4. Protection des accès – Auvents	39
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	39
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	40
5.1. Stockages sur le chantier	40
5.2. Nettoyage	40
5.3. Enlèvement des déchets	40
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	40
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	41
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	41
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	42
6.1. Déclarations particulières	42
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	42
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	42
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	42
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	42
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	43
6.7. Locaux témoins	43
7. ORGANISATION DES SECOURS	44
7.1. Téléphone de secours	44
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	44
7.3. Travail isolé	44
7.4. Procédure d'organisation des secours	44
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	44
7.6. Point de rencontre secours	44
7.7. Modèle de fiche de secours	45
ANNEXES AU P.G.C.	46

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- de la visite préalable des lieux
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et Maîtrise d'oeuvre au stade DCE

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Voir RAAT AC environnement en date du 30 01 2021 JOINT EN ANNEXE AU PGC.

Diag plomb non transmis au CSPS à la réalisation du PGC.

Additif au Plan Général de Coordination

Mesures sécuritaires pour travaux en période de pandémie COVID 19

Dans le contexte spécifique actuel de propagation du COVID-19 et dans le cadre de la poursuite de notre mission SPS sur cette opération, cette annexe des mesures sécuritaires à mettre en place doit permettre de déterminer les capacités durables de l'entreprise vis-à-vis de ce risque et de prendre les mesures adaptées pour son personnel et toutes autres personnes.

La sécurité de tous les collaborateurs et salariés doit être notre préoccupation première et doit être assuré par les moyens qui sont à ce jour à notre disposition, moyens qui supposent surtout et avant tout l'engagement de tous et de chacun dans leur bonne mise en oeuvre.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

MISE AUX NORMES ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES CENTRE PÉNITENCIER DE JOUX-LA-VILLE 89440 - JOUX-LA-VILLE

Les travaux du présent concernent la réalisation des travaux la mise aux normes accessibilités des personnes handicapés des bâtiments de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Centre-Est-Dijon (DISP). L'opération concerne le centre pénitencier de Joux-la-Ville.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : lots séparés,
Type de marchés : privés

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 février 2020
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6
Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Les travaux seront divisés en 6 lots, définis ci-après :
Lot 01 Démolition - Maçonnerie
Lot 02 Serrurerie
Lot 03 Plâtrerie – Revêtement de mur et sol – Peinture
Lot 04 Électricité
Lot 05 Plomberie - Sanitaire
Lot 06 Plateforme élévatrice PMR

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : effectif prévisionnel de 8 à 10 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DIR INTERREGIONAL DES SCES	72A RUE D AUXONNE 21033 DIJON CEDEX	jordan.debortoli@justice.fr	Jordan DEBORTOLI
Maîtrise d'œuvre	BEVM SYNERGEANCE	2 RUE DE MABLY DIJON 21000	contac@tbevm.fr	BEVM BEVM
CARSAT	CARSAT BOURGOGNE FRANCHE COMTE	38 rue de Cracovie ZAE Capnord" 21044 DIJON CEDEX		CONTROLEUR CARSAT
DIRECCTE	DIRECCTE BOURGOGNE	Unité Territoriale de l'YONNE - 1, Rue de Preuilly - BP 13 89010 AUXERRE	bourg- ut89.sar@direccte.gouv.fr	.

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
OPPBTP	OPPBTP	6, Rue Saint John Perse 25000 DIJON	03 81 88 05 90 virginie.mangel@oppbtp.fr	.

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.2.1. Pénalités

En cas de non transmission du PPSPS, le CSPS propose l'arrêt de tâche au Maître d'Ouvrage pour l'entreprise concernée. Le Maître d'Ouvrage appliquera les pénalités prévues au marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.6. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Le bâtiment est desservi par l'ensemble des réseaux.

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'Ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

ACCES AU CENTRE DE DETENTION DE JOUX LA VILLE SUIVANT LES CONSIGNES INTERNES DE SECURITE.

Article R. 4533-1 du Code du Travail : 'Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 €, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail.

Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section".

Accès au chantier

L'accès au chantier se fera suivant le plan de masse transmis dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Suivant la procédure et les consignes internes :

Il sera desservi à partir de l'entrée principale du centre de détention de Joux la Ville.

Phase préparation branchement

L'entreprise titulaire **du lot 1DEMOLITION - MACONNERIE** aura à sa charge, conformément aux articles R 238.41 à 45 du Code du Travail, l'exécution des VRD primaires, à savoir :

- Voie d'accès au chantier
- Raccordement à un réseau de distribution d'eau potable
- Raccordement à un réseau de distribution électrique
- Une évacuation des matières usées.

Pour que les locaux réservés au personnel du chantier soient conformes.

L'entreprise prendra contact avec l'ensemble des concessionnaires présents sur le site.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

L'entreprise de Gros Oeuvre/ Démolition, mettra en oeuvre une clôture de chantier conformément au Plan des Installations de Chantier établi par le Maître d'Oeuvre et joint au DCE.

La clôture sera constituée de panneaux grillagés de hauteur 2,00m solidement fixés entre eux par des menottes boulonnées et un cadenas obligatoire de condamnation.

ATTENTION : Le chantier doit être en permanence « Clos et Indépendant » : Aucune intrusion de « tiers » ne doit être possible.

Des panneaux réglementaires sont mis en place, sur l'ensemble de la clôture : « Chantier interdit au public, «

Port du casque obligatoire »...

En dehors des horaires du chantier, les accès aux zones de travaux sont fermés à clé.

Mise en place de la sécurité du chantier, conforme aux prescriptions du centre de détention et des consignes internes de celui-ci.

ACCES AU CENTRE DE DETENTION DE JOUX LA VILLE SUIVANT LES CONSIGNES INTERNES DE SECURITE.

CLOISONS PROVISOIRES : Si accord du centre de détention.

A charge du lot 1 Démolition/Maçonnerie la Fourniture et la mise en œuvre de fermetures provisoires et des protections anti-poussières pendant toute la durée des travaux et comprenant :

- Une ossature par montants verticaux et des traverses de renforts, bloquée au sol, en plafond et contre parois latérales (sans aucun perçage),
- Parement sur face cotée opposée au chantier en contreplaqué de 10mm. d'épaisseur et parement d'étanchéité complémentaire par film polyane formant anti-poussière avec bloc porte intégré le cas échéant,
- dépose et évacuation de l'ensemble en fin de chantier, y compris nettoyage des salissures et remise en état.

L'entreprise titulaire du lot 1 Démolition /maçonnerie mettra en place : Si accord du centre de détention.

- Des clôtures délimitant le chantier et constituées de panneaux stables d'une hauteur minimale de 2 mètres (de type HERAS par exemple), avec intégration de portails véhicules et piétons.
- Les éléments de clôture seront liaisonnés et boulonnés entre eux en permanence
- Des panneaux "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC" et "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" en quantité suffisante et judicieusement disposés.
- Vérifiera régulièrement l'état des clôtures et des portails et en assurera l'entretien.
- En dehors des horaires du chantier, les accès au site seront fermés à clé par des portails.

3.2.2. Accès

L'accès au chantier se fera depuis LA POSTE AUX ALOUETTES CENTRE PENITENCIER DE JOUX LA VILLE

La liste nominative du personnel participant au chantier est établie par chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes.

Accès au site suivant le PP du centre de détention et les consignes internes de celui-ci.

Le centre de détention est situé à Joux La Ville, La Poste aux alouettes.

L'établissement se décompose en un quartier hommes majeurs et un quartier femmes.

Les piétons auront la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Respect des consignes de sécurité du guide de l'OPPBTP (Covid-19).

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Organisation du trafic extérieur

L'entreprise titulaire du lot 1 Démolition/Maçonnerie devra organiser le trafic des camions en concertation avec le responsable du centre de détention pour :

- L'évacuation des terres et gravats ou autres matériaux.
- L'approvisionnement des matériels et matériaux (chaque entreprise).
- Faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet.
- Contrôler les approvisionnements.

Gardiennage et surveillance :

Le chantier devra être surveillé par du personnel spécialisé (Surveillant du centre de détention) de 18 heures le soir à 8 heures le lendemain matin ainsi que les week-ends et jours fériés (ou moyens électroniques de surveillance du centre de détention de Joux la Ville).

3.2.3. Circulations

Accès au site suivant le PP du centre de détention et les consignes internes de celui-ci.

Contraintes du site : Suivant la réglementation interne du centre de détention de Joux la ville.

Les entrées et sorties des véhicules se feront sous la protection des responsables du centre de détention.
Autorisation d'accès pour chaque intervenant avec carte d'identité et carte professionnel.
Respect des consignes de sécurité du guide de l'OPPBTP (Covid-19).

Circulations hors emprise du chantier

Les entreprises prendront toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur les voies publiques.

Cette obligation absolue de maintenir en permanence les accès :

- Aux services de sécurité,
- Aux piétons et aux véhicules,
- Aux livraisons,

Aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées.

3.2.4. Signalisation

UNE SIGNALISATION ADAPTEE EST MISE EN PLACE PAR L'ENTREPRISE de GROS OEUVRE DEMOLITION ET ENTRETENUE JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER.

L'entreprise assure la conception, la réalisation, l'entretien et le nettoyage de la signalisation intérieure et extérieure au chantier, jusqu'à la fin du chantier.

L'entreprise titulaire du lot 1 PRINCIPAL DEMOLITION MACONNERIE aura à sa charge, la fourniture et la pose de :

- Du panneau modèle sur lequel seront portés les renseignements concernant l'opération (coordonnées des entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, nature des travaux, ...)
- Du panneau d'affichage des règles de sécurité (port du casque, chaussures, gants, lunettes, etc.)
- Du panneau d'affichage pour les informations du personnel
- Des panneaux réglementant la circulation routière (vitesse limitée, circulation piétons, etc.)

3.2.5. Stationnements

Accès au site suivant le PP du centre de détention et les consignes internes de celui-ci.

Le stationnement provisoire des véhicules de chantier sera seul autorisé sur l'aire de cantonnement pour permettre les livraisons et déchargements du matériel.

Le stationnement général et personnel pourra se faire sur la base vie, dans l'enceinte fermée du chantier.

Aucun véhicule ne doit stationner sur les voies réservées à l'approvisionnement en matériel et matériaux et gêner le bon déroulement des travaux.

3.2.6. Stockage

Les possibilités de stockage seront limitées.

L'ensemble des stockages sera réalisé sur l'emplacement figurant sur le PIC établi par le Maître d'Oeuvre.

L'approvisionnement se fera à l'avancement des travaux.

Avec l'accord et en concertation avec le MOE et MO.

Les zones de stockage pourront s'effectuer partiellement sur la zone de cantonnement et de préparation.

Les approvisionnements de produits inflammables à l'intérieur des locaux en travaux seront limités à une journée de travail et les récipients vides seront évacués en fin de journée. Les lieux de stockage seront soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage et coordonnateur SPS.

Les produits inflammables (colles, peintures, solvants, etc.) seront stockés dans la zone de cantonnement, à l'intérieur de magasins disposant d'extincteurs en nombre suffisant.

Les entreprises auront à leur charge les baraquements et installations diverses nécessaires au stockage, tant pour l'exécution des travaux que pour la protection de leurs approvisionnements et matériels.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Le centre pénitencier est desservi par l'ensemble des réseaux.

ELECTRICITE

Installation électrique provisoire de chantier

L'ensemble des installations sera exécuté par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur.

La vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé à la charge de **l'Entreprise du lot 1 démolition maçonnerie**

Branchement électrique de chantier

A partir du point de livraison, l'entreprise titulaire du **lot 1 démolition maçonnerie** aura à sa charge **l'installation électrique générale du chantier.**

Cette installation comprend, de façon distincte :

- L'installation électrique pour les besoins du cantonnement.
- L'installation d'éclairage pour la circulation et le cheminement des personnels sur le chantier.
- Les armoires et coffrets électriques, ainsi que les réseaux de distribution nécessaires aux besoins du chantier.

Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m.

L'entreprise devra, de surcroît, les réseaux de distribution extérieurs aux bâtiments, y compris l'alimentation des sanitaires.

En aucun cas, les armoires définitives des locaux ne seront prévues pour le branchement d'appareils tels que des postes à souder.

Le branchement de tels appareils sur l'armoire générale de chantier sera à la charge des entreprises les utilisant.

Les armoires électriques seront montées sur pieds, elles seront à double paroi (IP 447) et munies d'un arrêt d'urgence. Elles seront en permanence fermées à clé.

Installation et coffret de chantier à faire vérifier par un organisme agréer.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Emplacements destinés à la base vie à mettre en place par le lot 1 DEMOLITION MACONNERIE pour l'ensemble des entreprises avec la mise en place des règles sanitaires, concernant la COVID-19 et l'affichage adaptés joint en annexe à ce PGC.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur.

Ces installations feront l'objet d'un plan d'installation à **soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et coordonnateur SPS.**

Les cantonnements reposeront sur un dispositif permettant l'assainissement de ces baraquements.

Local réunion

D'une surface de 40,00m² environ, il sera équipé :

- D'une table pouvant réunir 20 personnes
- Vingt chaises
- Une trousse de secours avec l'équipement nécessaire aux premiers soins
- Deux armoires fermées à clé pour archiver les dossiers et documents

Vestiaires, Réfectoires

L'entreprise titulaire du lot PRINCIPAL MICHEL mettra à la disposition de l'ensemble des entreprises des locaux vestiaires et réfectoires.

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de :

- 1,25m² par salarié, pour les vestiaires,
- 1,50m² par salarié, pour les réfectoires.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas.

Les réfectoires seront équipés de sièges et de tables avec revêtement imperméable en nombre suffisant, de chauffe-gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas. (Respect des normes de

sécurité COVID 19) Distanciation et désinfection.

Faire un roulement avec pas plus de 3 personnes pour la prise de repas, avec désinfection par chaque entreprise des locaux y compris les sanitaires.

L'ensemble des installations sera correctement éclairé, aéré, chauffé, pourvu d'extincteurs adaptés à la nature du risque et sera nettoyé au moins une fois par jour.

Sanitaires communs

Dans le cadre de son marché, l'entreprise titulaire du lot 1 installera des locaux sanitaires pour l'ensemble des entreprises et pour la durée totale du chantier. Ces locaux seront dimensionnés pour l'effectif présent sur le site à tout moment et comprendront :

-un W-C. et un urinoir pour 20 personnes,

- un WC Femme obligatoire conforme à la réglementation en vigueur.

-des lavabos à raison d'un orifice pour 10 personnes,

-une cabine de douche pour 8 personnes

Branchement eau potable des cantonnements

L'entreprise titulaire du lot 1 prendra contact avec les services concessionnaires pour effectuer le branchement d'eau (compteur et vanne d'arrêt compris).

Il assurera l'alimentation d'eau pour les besoins du chantier et des cantonnements.

Branchement assainissement des cantonnements

L'entreprise titulaire du lot 1 aura à sa charge la réalisation d'un réseau provisoire d'eaux usées pour les installations de cantonnement.

Le branchement comprendra depuis l'origine (réseau public), les canalisations et raccordement aux sanitaires de la zone vie y compris, entretien et remise en état en fin de chantier.

Les lavabos et les douches seront à eau chaude et froide.

Les réseaux d'évacuation seront raccordés au réseau et l'ensemble des réseaux (alimentation et évacuation) installé hors gel.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu d'un moyen de chauffage.

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier sont à la charge de l'entreprise.

Installations électriques des cantonnements

L'alimentation électrique de la zone de cantonnement sera assurée par l'entreprise titulaire du lot 1 GROS OEUVRE MICHEL (y compris la vérification par un organisme agréé).

INSTALLATION DU CHANTIER : A LA CHARGE DEMOLITION - MACONNERIE

- La mise en place des baraquements de chantier, bureaux et locaux pour le personnel dont la surface devra être conforme à la réglementation en vigueur et en fonction du PGC établi par le Coordonnateur SPS et en fonction du guide de l'OPPPTP COVID-19 joint en annexe.

- L'entreprise devra le nettoyage de l'ensemble du chantier. À ce titre le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire nettoyer le chantier au frais de la présente entreprise.

- Aires de déchargement et de stockage balisées.

- Concernant l'eau potable (froide et chaude), le branchement, l'installation du compteur, la distribution, le raccordement de tous les appareillages sanitaires de la base vie et d'un point de puisage extérieur seront réalisés par le présent lot. Les frais de consommation seront pris en charge par le présent lot et répartis ensuite

dans le cadre du compte prorata.

- Concernant les eaux pluviales des locaux de base vie, prévoir le branchement, le raccordement des descentes et l'infiltration sur le terrain par puisards. Selon la possibilité il peut être envisagé un raccordement des installations sur le réseau existant de l'établissement après accord préalable de la maîtrise d'oeuvre.

Dépose générale des équipements en fin de chantier et remise en état à l'initial.

- Concernant les EU/EV des locaux de base vie, prévoir le branchement, le raccordement des appareillages, avec récupération des rejets dans une fosse étanche enterrée à vidanger autant que nécessaire. Les frais de vidange seront pris en charge par le présent lot et répartis ensuite dans le cadre du compte prorata. Selon la possibilité

il peut être envisagé un raccordement des installations sur le réseau existant de l'établissement après accord préalable de la maîtrise d'oeuvre. Dépose générale des équipements en fin de chantier et remise en état à l'initial.

- La distribution de l'électricité avec fourniture, pose, entretien du câble d'alimentation et de l'armoire de chantier comprenant un coffret principal muni d'un disjoncteur et coupure coup de point.

- Le cheminement des câblages d'alimentation chantier depuis le domaine public jusqu'à l'armoire de générale et le comptage du chantier. Sont prévus à l'entreprise d'Électricité, les câblages depuis cette armoire, les coffrets de prises répartis sur le chantier, l'éclairage général du chantier (extérieur et intérieur des bâtiments),

le raccordement de la base vie (éclairages et prises). Vérification et contrôle des installations électriques par un organisme agréé, y compris pour le branchement de la grue. Les frais de consommation seront pris en charge par le présent lot et répartis ensuite dans le cadre du compte prorata.

- Le branchement provisoire du réseau téléphonique et l'installation d'un téléphone fixe de secours accessible pendant toutes les heures de travail sur le chantier de toutes les entreprises.

- Entretien de la voie principale d'accès au chantier.

- L'installation des panneaux de signalisation de circulation sur le chantier et dans les bâtiments.

- Implantation des zones de servitudes concernant les réseaux enterrés ou aériens conservés ou à créer.

- L'entreprise devra le nettoyage journalier (vestiaires/sanitaires/réfectoire) ou hebdomadaire (bureau) de la base vie, et hebdomadaire de l'ensemble du chantier, intervenant après le nettoyage journalier de chaque entreprise.

BUREAU DE CHANTIER / SALLE DE RÉUNIONS

Bureau de chantier pour l'ensemble des Entreprises et la maîtrise d'oeuvre :

- Le bureau de chantier pour les réunions devra pouvoir accueillir 20 personnes assises au minimum et être équipé de tables, chaises, téléphone-fax, panneaux d'affichage, d'un téléphone de secours, 1 extincteur approprié à la nature du risque, une pharmacie avec réapprovisionnement, armoire à étagères fermant à clef pour ranger le registre journal de la coordination, les classeurs des PPSPS et un exemplaire complet des pièces écrites du marché (à la charge du présent lot).

- Le local devra être chauffé et éclairé.

- Prévoir le nettoyage hebdomadaire du local.

SANITAIRES

Sanitaires de chantier pour l'ensemble des Entreprises :

- Sont à prévoir les installations de W.C., douches, postes d'eau, leur chauffage éventuel, ainsi que leurs raccordements par l'Entrepreneur du présent lot, dimensionnées selon réglementation pour 20 salariés.

- Prévoir 1 lavabo (eau potable) pour 10 personnes, 1 WC + 1 urinoir pour 10 personnes, 1 douche pour 10 personnes et le raccordement en eau froide et en eau chaude en quantité adapté à la consommation, ainsi que les évacuations EU/EV hors gel.

- L'eau sera potable.

- Le local devra être chauffé et éclairé.

- Le nombre de salariés à prendre en compte pour déterminer le nombre de bungalows à installer est de 30 personnes.

- Prévoir le nettoyage journalier des installations.

VESTIAIRE, RÉFECTOIRE

Vestiaires, réfectoires pour l'ensemble des Entreprises :

- Dimensionnés selon réglementation pour 20 salariés avec pour dimensions de base : 1,25 m² par salarié pour les vestiaires, 1.50 m² par salarié pour les réfectoires.

- Les vestiaires devront être équipés d'armoires individuelles ininflammables à double compartiment avec moyen de fermeture par cadenas et de bancs pour 20 personnes.

- Ils devront comporter 2 robinets d'eau potable eau chaude/eau froide avec mélangeur.

- Les réfectoires devront être équipés de tables avec revêtement imperméable, de chaises, d'un chauffe-gamelles et d'un réfrigérateur pour 20 personnes.

- Les locaux devront être chauffés et éclairés.

- Extincteurs adaptés à la nature des risques.

- Prévoir le nettoyage journalier des locaux.

- La prise des repas hors du réfectoire est interdite.

Ces installations feront l'objet d'un plan d'organisation de chantier, établi par l'Entreprise et approuvé par la Maîtrise d'OEuvre, le Coordonnateur SPS au cours de la période de préparation de chantier.

Les bungalows de chantier devront être en bon état tant intérieurement qu'extérieurement, et être munis d'une serrure à clé. Les orifices de ventilation ne devront pas être obstrués.

L'ensemble des frais d'amenée, d'installation, de repli et de location sera à la charge du présent lot.

Les frais de nettoyage et d'entretien seront répartis dans le cadre du compte prorata suivant le cahier des clauses communes.

À prévoir :

☐ **Suivant le plan d'installation de chantier défini par l'entreprise du présent lot et P.G.C.S.P.S. du coordinateur S.P.S.**

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le nettoyage du chantier est assuré quotidiennement par l'ensemble des entreprises présentes.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages et évacuer ses gravats jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Des bennes à gravats seront mises à disposition de tous les corps d'état par l'entreprise titulaire du lot 1 et avec l'accord du centre pénitencier de Joux la Ville.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire ou à périodicité fixe sans jamais que ces bennes ne débordent.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Etabli par le Maître d'Oeuvre et joint au DCE, il pourra faire l'objet d'une mise à jour par le lot GROS OEUVRE / DEMOLITION en phase de préparation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **MAITRE D'OEUVRE puis GROS OEUVRE / DEMOLITION** soumet à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones de stockage
- des accès provisoires au bâtiment,

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **MAITRE d'OEUVRE puis GROS OEUVRE / DEMOLITION** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE / DEMOLITION	GROS OEUVRE / DEMOLITION	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Accès	GROS OEUVRE / DEMOLITION	GROS OEUVRE / DEMOLITION	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Circulations	GROS OEUVRE / DEMOLITION	GROS OEUVRE / DEMOLITION	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Signalisation	GROS OEUVRE / DEMOLITION	GROS OEUVRE / DEMOLITION	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Stationnement	GROS OEUVRE / DEMOLITION	GROS OEUVRE / DEMOLITION CLIMATISATION VENTILATION	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Stockage	GROS OEUVRE / DEMOLITION	GROS OEUVRE / DEMOLITION	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Réseaux provisoires de chantier	GROS OEUVRE / DEMOLITION	CHAUFFAGE CLIMATISATION VENTILATION	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Coffret électrique général	ELECTRICITE	ELECTRICITE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Cantonnement	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE d'OUVRAGE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Infirmierie de chantier	SUR PLACE	SUR PLACE	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Nettoyage hors cantonnement	TOUTES LES ENTREPRISES	TOUTES LES ENTREPRISES	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
PIC	MAITRE D'OEUVRE puis GROS OEUVRE / DEMOLITION	MAITRE d'OEUVRE puis GROS OEUVRE / DEMOLITION	
Protections collectives	TOUTES LES ENTREPRISES	TOUTES LES ENTREPRISES	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
Accès hauteur communs	SO	SO	TOUTE A DURE DU CHANTIER
Déchets - Gravats	TOUTES LES ENTREPRISES	TOUTES LES ENTREPRISES	TOUTE LA DUREE DU CHANTIER
WC de chantier	GROS OEUVRE / DEMOLITION	GROS OEUVRE / DEMOLITION	TOUTE LA DUREE DE CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

- | | | |
|-----------|---|--|
| 1 | Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
- à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5
- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement | |
| 2 | Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i | |
| 3 | Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur | |
| 4 | Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé | |
| 5 | Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées | |
| 6 | Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade | |
| 7 | travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre | |
| 8 | Travaux en plongée appareillée | |
| 9 | Travaux en milieu hyperbare | |
| 10 | Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes | |
| 11 | Travaux comportant l'usage d'explosifs | |
| 12 | Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé | |
| 13 | Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour | |

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	TCE	Collision, heurt Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats Voisinage Travaux à point chaud Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Amiante Inflammation, explosion	Engins en conformité (contrôle périodique). Chantier propre et sécurisé. Clôture de la zone de stockage. Consignations qualification du personnel Installation de coffrets de chantier Un plan de retrait et un mode opératoire seront réalisés par l'entreprise de désamiantage et transmis au CSPS. .
	DEMOLITION - MACONNERIE	Rupture, effondrement Inhalation poussières Amiante Amiante Contact électrique direct ou indirect Inflammation, explosion Plomb	. . Chantier clos et indépendant . . .
	Plomberie-Sanitaires- Canalisations	Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Contraintes météorologiques Inflammation, explosion
	PLATRERIE - REVETEMENT DE SOL ET MUR - PEINTURE	Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Ne pas utiliser sans autorisation un

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
			équipements de travail en hauteur sans qu'une convention n'ait été signée entre le titulaire de l'équipement et l'utilisateur. Consignations avant tous travaux de démolition sciage et carottage Électricité.
	ELECTRICITE	Stabilité, renversement Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect Inflammation, explosion Ne pas utiliser sans autorisation un équipements de travail en hauteur sans qu'une convention n'ait été signée entre le titulaire de l'équipement et l'utilisateur. DICT à faire Électricité. . .
	Peinture et revêtement de murs	Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion Stabilité, renversement Collision, heurt	. . . Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. Consignations qualification du personnel Installation de coffrets de chantier Chantier propre et sécurisé. . . Clôture de la zone de stockage.

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
			Engins en conformité (contrôle périodique).
	COVID-19	Bactéries, virus, parasites	
	PLATEFORME ÉLEVATRICE PMR		
	SERRURERIE	Travail en hauteur Travaux à point chaud Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion Stabilité, renversement Collision, heurt	Consignations qualification du personnel Installation de coffrets de chantier Chantier propre et sécurisé. Clôture de la zone de stockage. Engins en conformité (contrôle périodique).

4.2. Analyse de risques

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Lors des livraisons: Port du gilet fluo. Avertisseur sonore de recul sur les engins. Nettoyage du domaine public autant que nécessaire. Signalisation routière à mettre en place au niveau des accès chantier (et pour barrer la route si emprise sur le domaine public). Mettre en place un homme trafic.	Port du gilet fluo
Déplacement de plain-pied	Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage. Mise en place de passerelle sécurisée pour le franchissement des fouilles. Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum). Protection des aciers en attentes en les capuchonnant ou en les crossant.	Maintenir en place les protections collectives.
Stabilité, renversement	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état.	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état avec accord du maître d'ouvrage délégué. selon possibilité sur site.
Chute d'objets, éclats	Superposition et juxtaposition de tâche interdites. Les bâtiments en activités sont strictement interdits de survol en charge en dehors des zones identifiées du chantier. Balisage des zones de levage ou de travail en hauteur. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire.	Port des EPI obligatoire
Voisinage	Les entreprises tiennent compte dans l'ensemble des modes opératoires des travaux (installations de chantier, approvisionnements des matériaux et matériels nécessaires au chantier) des contraintes engendrées par la localisation du chantier dans une zone commerciale, notamment pour le maintien des circulations piétonnes et des véhicules de secours aux abords des différentes zones en chantier.	Les Co activités et contraintes d'interférences sont à prendre en compte par chaque entreprise. Des réunions spécifiques sont organisées par la maîtrise d'oeuvre et d'ouvrage pour aborder ces sujets.
Travaux à point chaud	L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire. Il doit être réalisé avec l'exploitant et renouvelé, chaque fois qu'un changement (d'opération, de lieu, de méthode de	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	travail...).	
Contact électrique direct ou indirect	Extincteur vérifié et adapté à pied d'œuvre. Consignation des zones en travaux par le lot électricité. Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à intervenir sur les coffrets de chantier.	
Travail en hauteur	Travaux en hauteur : - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	
Amiante	Le rapport de repérage amiante établi par AC ENVIRONNEMENT en date du 30/01/2020 joint en annexe fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise : - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront	Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.	
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	Extincteur à jour des vérifications périodiques. Extincteur à moins de 3 mètre du poste de travail. Permis de feu obligatoire et journalier avant travaux.

DEMOLITION - MACONNERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Avant l'exécution des travaux de démolition, curage, l'entreprise chargée des travaux de curage devra notamment : - étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir ; - réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence du curage sur ces derniers et de prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ; - effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander aux différents concessionnaires les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages ; - recenser les éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité. L'entreprise chargée des travaux de curage devra veiller à ce qu'aucun travailleur ne soit chargé d'un travail de curage ou de démontage pour lequel il ne serait pas compétent et qui comporterait, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal. Un chef d'équipe devra être exclusivement affecté à la surveillance des travaux. Pendant toute la durée des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux devra assurer la protection de son personnel contre les risques de chute de hauteur ; il devra, notamment : - choisir des méthodes de démolition ne nécessitant pas la présence d'ouvriers en hauteur ; - mettre en place des garde-corps provisoires en bordure des ouvertures et planchers donnant dans le vide ; - condamner l'accès aux locaux comportant des ouvertures donnant sur le	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	vide ;- mettre en œuvre des plates-formes de travail stables et protégées ;	
Inhalation poussières	Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, des procédés d'humidification des supports et de brumisation par postes fixes ou mobiles doivent être mis en place au niveau des postes de travail concernés.	.
Amiante	Plan de Retrait	.
Amiante	<p>Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils contiennent bien de l'amiante.</p> <p><u>RAPPORT AMIANTE : revêtement de mur et la colle carrelage</u></p> <p>Le rapport de repérage amiante établi par AC environnement en date du 30 /01/2021 Voir rapport joint faisant apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques</p>	<p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.	
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	Extincteur à jour des vérifications périodiques. Extincteur à moins de 3 mètre du poste de travail. Permis de feu obligatoire et journalier avant travaux.
Plomb	Diag plomb non transmis au CSPS à la réalisation du PGC.	

Plomberie-Sanitaires-Canalisations

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contraintes météorologiques	Prendre connaissance des conditions météorologiques pour utilisation en sécurité de l'appareil de levage. Survol de charge interdit au dessus des compagnons.	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	Extincteur à jour des vérifications périodiques. Extincteur à moins de 3 mètre du poste de travail. Permis de feu obligatoire et journalier avant travaux.

PLATRERIE - REVETEMENT DE SOL ET MUR - PEINTURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Chute dans les trémies : Maintenir en place les protections collectives	Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
		démontage.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer que les coffrets électriques provisoire en place répondent aux normes électriques l'installateur devant fournir des attestations de conformité conformément au Décret de 88 relatif à la protection des travailleurs.	.
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de la consignation des réseaux avant tous travaux de sciages ou de carottage, demande des PV de consignation avant le début des travaux	Dans le cas d'intervention simultanée d'autres entreprises, celle-ci ont à prévoir pendant les phases sciages et carotages la mise en oeuvre d'éclairage de leurs zones de travaux
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.

ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Chute d'objets, éclats	Carottage :	Tâche carottage :

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer que les coffrets électriques provisoire en place répondent aux normes électriques l'installateur devant fournir des attestations de conformité conformément au Décret de 88 relatif à la protection des travailleurs.	.
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	.
Contact électrique direct ou indirect	Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention. Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétique de sécurité. Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.	Ne pas intervenir sur les zones en présence d'électricité.
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	Extincteur à jour des vérifications périodiques. Extincteur à moins de 3 mètre du poste de travail. Permis de feu obligatoire et journalier avant travaux.

Peinture et revêtement de murs

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignation des zones en travaux par le lot électricité. Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à intervenir sur les coffrets de chantier.	
Déplacement de plain-pied	Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage. Mise en place de passerelle sécurisée pour le franchissement des fouilles. Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum). Protection des aciers en attentes en les capuchonnant ou en les crossant.	Maintenir en place les protections collectives.
Chute d'objets, éclats	Superposition et juxtaposition de tâche interdites. Les bâtiments en activités sont strictement interdits de survol en charge en dehors des zones identifiées du chantier. Balisage des zones de levage ou de travail en hauteur. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire.	Port des EPI obligatoire
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	Extincteur à jour des vérifications périodiques. Extincteur à moins de 3 mètre du poste de travail. Permis de feu obligatoire et journalier avant travaux.
Stabilité, renversement	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état.	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état avec accord du maître d'ouvrage délégué. selon possibilité sur site.
Collision, heurt	Lors des livraisons: Port du gilet fluo. Avertisseur sonore de recul sur les engins. Nettoyage du domaine public autant que nécessaire. Signalisation routière à mettre en place au niveau des accès chantier (et pour barrer la route si emprise sur le domaine public). Mettre en place un homme trafic.	Port du gilet fluo

COVID-19

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bactéries, virus, parasites	<p>Additif au Plan Général de Coordination JOINT EN ANNEXE A CE PGC</p> <p>Mesures sécuritaires pour travaux en période de pandémie COVID 19</p> <p>Dans le contexte spécifique actuel de propagation du COVID-19 et dans le cadre de la poursuite de notre mission SPS sur cette opération, cette annexe des mesures sécuritaires à mettre en place doit permettre de déterminer les capacités durables de l'entreprise vis-à-vis de ce risque et de prendre les mesures adaptées pour son personnel et toutes autres personnes.</p> <p>La sécurité de tous les collaborateurs et salariés doit être notre préoccupation première et doit être assuré par les moyens qui sont à ce jour à notre disposition, moyens qui supposent surtout et avant tout l'engagement de tous et de chacun dans leur bonne mise en oeuvre.</p> <p>La transmission du virus s'effectue par projection et par contact physique ou via des objets contaminés,</p> <p>PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE.</p> <p>ce qui en fait une maladie très contagieuse (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement en l'absence de mesures de protection...). A l'heure actuelle, un vaccin est en cours contre ce virus !!!!!!!!!!!!!</p> <p>Seul le respect des mesures préventives permet de limiter les risques d'infection. Prévenir la pandémie dans les activités du BTP exige d'appliquer strictement les mesures</p> <p>barrières dans les activités de chantier/atelier, déplacements.....</p> <p>Les entreprises doivent respecter le guide des préconisations OPPBTP du 02/04/2020 et cette</p> <p>ANNEXE spécifique au chantier qui en découle pendant toute la période de confinement décidée par les autorités (période qui pourra être étendue sur décision du maître d'ouvrage), et à défaut, ne pas entreprendre ou stopper leur activité</p> <p>Consignes pour l'ensemble des salariés et rappels de base:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Le risque VIRAL n'atteint pas les entreprises mais les humains o Respecter les mesures barrière et en 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>particulier le respect d'une distance minimale d'un mètre entre chaque personne</p> <ul style="list-style-type: none"> o Ne pas se serrer les mains o Se laver les mains fréquemment avec des produits adaptés et avoir une hygiène correcte plusieurs fois par jour o Pouvoir manger sur site en respectant les distances minimales demandées par les autorités o Organiser au besoin un roulement pour le déjeuner, les douches et les vestiaires. o Réorganiser certains postes de travail ou de tâches en présence de plusieurs compagnons avec respect des distances minimales <p>Mesures spécifiques prises par le maître d'ouvrage et maître d'œuvre en matière de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Généralités <p>Les entreprises doivent vérifier qu'elles sont en capacité de satisfaire les présentes mesures au démarrage (hôtel / restauration...) et dans le temps et que tous les maillons (transporteurs / fournisseurs.....) sont bien actifs</p> <p>Les conditions d'intervention extérieure ou intérieure seront analysées et définies par le MOE suivant phasage des interventions.</p>	

PLATEFORME ÉLEVATRICE PMR

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Règlementation appliquée aux EPMP dans les ERP</p> <p>Depuis le 1er juillet 2017, suite à l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, les EPMP peuvent être mis en place dans les bâtiments neufs comme dans les bâtiments existants, sans dérogation.</p> <p>Le maître d'ouvrage devra transmettre, au représentant de l'État dans le département, préalablement aux travaux, les éléments permettant de vérifier que cette solution satisfait aux objectifs d'accessibilité.</p> <p>Compte tenu de la structure des textes législatifs et réglementaires, les dispositions ... règles, de diligenter un contrôle par du personnel habilité au titre de l'article L. 151-1 ... Les locaux destinés à n'accueillir que du personnel</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>de l'□établissement seront donc ... Il est possible d'installer un élévateur en extérieur aux conditions.</p> <p>Port des EPI adéquates aux travaux et utilisation de matériel conforme pour l'installation de l'élévateur.</p>	

SERRURERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Travaux en hauteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. <p>Escabeaux et échelle interdits.</p>	
Travaux à point chaud	<p>L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire. Il doit être réalisé avec l'exploitant et renouvelé, chaque fois qu'un changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail...).</p> <p>Extincteur vérifié et adapté à pied d'œuvre.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Consignation des zones en travaux par le lot électricité.</p> <p>Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).</p> <p>Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à intervenir sur les coffrets de chantier.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage.</p> <p>Mise en place de passerelle sécurisée pour le franchissement des fouilles.</p> <p>Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).</p> <p>Protection des aciers en attentes en les capuchonnant ou en les crossant.</p>	Maintenir en place les protections collectives.
Chute d'objets, éclats	<p>Superposition et juxtaposition de tâche interdites.</p> <p>Les bâtiments en activités sont strictement interdits de survol en charge en dehors des zones identifiées du chantier.</p> <p>Balisage des zones de levage ou de travail en hauteur.</p>	Port des EPI obligatoire

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire.	
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	Extincteur à jour des vérifications périodiques. Extincteur à moins de 3 mètre du poste de travail. Permis de feu obligatoire et journalier avant travaux.
Stabilité, renversement	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état.	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état avec accord du maître d'ouvrage délégué. selon possibilité sur site.
Collision, heurt	Lors des livraisons: Port du gilet fluo. Avertisseur sonore de recul sur les engins. Nettoyage du domaine public autant que nécessaire. Signalisation routière à mettre en place au niveau des accès chantier (et pour barrer la route si emprise sur le domaine public). Mettre en place un homme trafic.	Port du gilet fluo

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de Gros Oeuvre / Démolition soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportées avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information est faite lors des réunions de chantier.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette

tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise désignée par le Maître d'Oeuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise désignée par le Maître d'Oeuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Oeuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra

préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Interdire les superpositions de tâches.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise #auvent par#, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement de tous les excédents et déchets de matériaux mis en oeuvre.

Pour les produits dangereux elle prend toutes les dispositions nécessaires conformément à la réglementation. Chaque entreprise est tenue de nettoyer son chantier et d'évacuer quotidiennement ses gravats et déchets dans ses propres bennes.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

A la charge de chaque entreprise d'évacuer ses déchets à l'avancement des travaux.

Pour toute mise en place de benne, il est impératif d'avoir l'accord préalable du MO et du MOe.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Après obtention de la DT auprès du maître d'ouvrage, Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :
 - D.I.C.T, (validité : 2 mois)
- Demandes d'arrêtés - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :
 - Arrêtés divers...
- Autorisations concessionnaires - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :
 - Autorisation des concessionnaires

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'ouvrage.

Les DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'ouvrage.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'ouvrage que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en oeuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, l'entrepreneur doit prendre à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les fumées, les poussières.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Si nécessaire, la maîtrise d'ouvrage se doit de se concerter avec les maîtrises d'ouvrages des chantiers voisins afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces différentes opérations.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Lors des travaux non clos et indépendants, un plan de prévention doit être établi entre les entreprises extérieures et le directeur ou le responsable de l'établissement en activité.. Ceci afin de définir les mesures organisationnelles et les consignes de sécurité visant à éviter toute interférence avec leurs propres activités.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Permis de feu

Tous les travaux par points chauds ou pouvant produire un incendie font l'objet d'un permis de feu délivré par le Service de Sécurité de l'établissement.

Les extincteurs appropriés aux risques seront à disposition près du poste de travail.

Les zones de travaux seront isolées et interdites aux autres intervenants.

Article GN 13 - Travaux dangereux (Arrêté du 7 juillet 1983)

L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation.

Règlement de Sécurité contre l'incendie des Établissements Recevant du Public (E.R.P)

Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution à l'isolement du lieu de travail et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises.

Si la durée des travaux doit excéder 24 heures ou que l'évacuation des personnes risque d'être perturbée par ceux-ci en application de l'article GN 6 une demande doit être faite à l'autorité administrative responsable en indiquant les précautions retenues tant pour la réalisation des travaux et l'isolement du « chantier » par rapport au reste de l'établissement, que pour l'évacuation du public.

La demande est déposée 15 jours avant le début des travaux. Elle est réputée accordée, si l'autorité administrative après avis éventuel de la commission de sécurité n'a pas répondu dans ce délai.

Afin de diminuer les risques de sinistre qui trouvent leur origine dans les travaux par points chauds, certains arrêtés préfectoraux imposent la formalité du « PERMIS DE FEU » pour l'exécution de ceux-ci.

En l'absence d'un tel arrêté, les exploitants et installateurs soucieux de leur responsabilité civile et de la sécurité de leur public peuvent prendre les dispositions suivantes lorsque les travaux par points chauds auxquels ils procèdent entraînent pas la demande d'autorisation précitée :

- oElaboration d'une autorisation signée conjointement par l'exploitant (ou non représentant) et les ouvriers responsables du travail, rappelant les précautions à prendre,

- oPrésence d'un agent de sécurité ou d'un aide disposant de moyens de premiers secours à proximité immédiate (extincteurs, R.I.A., ...),

- oMise en place d'écrans de protection nécessaires pour isoler l'aire de travail des matières combustibles environnantes,

- oInspection des lieux après le travail.

D'ailleurs le décret du 29-11-1977 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure impose que des dispositions de cette nature soient prises.

Enfin les dispositions de ce paragraphe imposant que dans les locaux et dégagements recevant du public :

- oAucun emballage vide, matériaux, marchandises,..., ne doivent être entreposés même momentanément,

- oLes déchets de papier, de paille, etc., et en général tous les déchets combustibles résultant de l'exploitation ou des nettoyages doivent être rassemblés dans des récipients incombustibles et stockés dans des locaux répondant aux caractéristiques des locaux à risques importants.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

Le responsable du centre pénitencier de Joux la Ville rédige un plan de prévention avec les entreprises avant travaux.

Respecter les consignes de sécurité du centre de détention et du PP de celui-ci.

Travaux en milieu occupé , avec flux de personnel et de véhicules.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Chaque entreprise se doit d'être en possession d'une trousse de premiers secours.

Numéros de secours du centre de détention.

Poste de secours du centre de détention à prévenir en cas d'accident.

Utiliser les n° de secours suivant la demande et les prescriptions du centre de détention de Joux la Ville.

N° de secours à afficher sur le chantier : 15 18 112

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

Numéros de secours du centre de détention.

Poste de secours du centre de détention à prévenir en cas d'accident.

Utiliser les n° de secours suivant la demande et les prescriptions du centre de détention de Joux la Ville.

N° de secours à afficher sur le chantier : 15 18 112

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le point de secours est celui correspondant à l'adresse du chantier et indiqué sur le PIC de chantier du lot 1.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : JOUX(89)-MAISON ARRET-ACCESSI

Adresse : LA POSTE AUX ALOUETTES 89440 JOUX-LA-VILLE

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le point de secours est celui correspondant à l'adresse du chantier et indiqué sur le PIC de chantier du lot 1.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_SCALP
- Annexe_Presence_Amiante
- Mise à jour du guide de préconisations OPPBTP (V13)
- RAAT Centre Pénitentiaire de JOUX LA VILLE
- DHOL 1